

## PHILIPPE HOUPLAIN

*Naviguer en mode projet*

OK

Homme d'action, Philippe Houplain aime partir d'une feuille blanche. Son parcours en est un exemple, depuis la découverte de sa vocation dans la Marine jusqu'à la mise sur pied du groupement d'intérêt public informatique des centres de gestion.

**P**erché au cinquième et dernier étage du bâtiment parisien du Centre national de la fonction publique territoriale, le petit bureau de Philippe Houplain cohabite avec ceux de la Fédération nationale des centres de gestion (CDG). Directeur des systèmes d'information, en détachement de l'établissement public territorial vallée sud Grand Paris, le fonctionnaire exerce désormais la mission de secrétaire général du groupement d'intérêt public (GIP) informatique des CDG.

En trois ans, il a constitué de toutes pièces cette structure administrative qui assure l'accompagnement informatique des centres de gestion en favorisant la convergence des outils logiciels, des procédures ainsi que leur mutualisation. Une fonction qui demande, selon Frédéric Castoldi, «de l'ex-

***...RELANCE.citationElitat. Alitiis mosapis volest quianda ecerchiliquo volut ape la quunt ra simperchil ipidis aut que volupta tempedis***

pertise, de l'écoute et de la détermination. Ce à quoi Philippe Houplain a totalement répondu». Le directeur du centre de gestion de l'Isère, adhérent du GIP, prend tout de même la peine de rappeler que la légitimité acquise par le groupement est une «œuvre commune».

De fait, Philippe Houplain ne ramène pas toute la couverture à lui. «Je dis souvent "je", mais cela signifie en réalité moi et mes équipes!» prévient-il. Sa prise de

poste a tout de même été un peu solitaire. «A mon arrivée, j'avais tout juste un bureau, je me suis équipé. La Fédération a prêté de l'argent au GIP et l'agent comptable de Bercy m'a fait une avance sur salaire. On n'avait pas anticipé qui me payait!» s'amuse-t-il.

**INTER**

Pas de quoi pourtant le déstabiliser. Après une première partie de carrière passée comme informaticien à bord de sous-marins militaires de la Marine nationale, le quinquagénaire a appris à composer avec l'existant. Enfermé des semaines durant à plus de cent mètres de profondeur, «il faut bien se faire aux défauts des uns et des autres». C'est à bord que Philippe Houplain a appris son métier. Car du contrôle de la stabilité du sous-marin jusqu'au lancement des armes tactiques «tout est géré par informatique» précise l'ingénieur qui avoue son peu d'attraction pour l'université. D'autant

que son engagement dans l'armée est apparu comme une évidence. Son père, ingénieur dans le civil était aussi officier de réserve et commandant de la préparation militaire marine de Maubeuge. Quatrième d'une fratrie de six frères et sœurs dont les deux aînés ont déjà opté pour l'uniforme, Philippe Houplain ne fera pas exception.

Après treize ans passés sous l'eau, il aurait pu devenir officier

ou naviguer toute sa vie au même poste. Mais il décide d'intégrer la Fonction publique. Il choisit le ministère de l'Alimentation, de l'agriculture et de la pêche et part à Cayenne comme responsable des systèmes d'information. Dans son service déconcentré, les agents sont bien équipés d'ordinateurs mais sans réseau et sans serveurs. Il part de zéro mais y remédie en trois ans. De retour en métropole, il occupe le poste d'adjoint à la sous-direction des systèmes d'information. Il y recrute ses ex-colègues de la Marine et rédige dans la foulée les prérequis de l'examen du concours d'ingénieur d'Etat au niveau du ministère. Concours qu'il obtient lui-même.

**INTER**

Puis, vient un nouveau défi. L'Europe menace la France d'une astreinte de 75 millions d'euros pour avoir commercialisé des poissons qui ne respectent pas la taille réglementaire. Philippe Houplain doit trouver le moyen de remettre la procédure dans le droit chemin. En six mois, l'informaticien se familiarise avec la carte des zones de pêche.

Il conçoit un logiciel de contrôle et une base de données unique en lien avec la répression des fraudes, la gendarmerie, les services vétérinaires. «Chaque unité exerçait bien ses missions mais sans échanger ses données». A l'arrivée, l'application «Sati» du directeur mélomane émerveille les pays membres et la France échappe à l'amende. Une petite victoire pour le désor-

P. MARAIS



## Depuis 2018

Secrétaire général, directeur des systèmes d'information du groupement d'intérêt public (GIP) informatique des centres de gestion.

## 2016

Directeur des systèmes d'informations (DSI) de l'établissement public territorial vallée sud-Grand Paris (11 communes, 420 600 hab., Hauts-de-Seine).

## 2010

DSI de la mairie de Versailles (85 200 hab., Yvelines).

## 2009

DSI de la mairie des Ulis (24 800 hab., Essonne).

## 1998

Informaticien, responsable des systèmes d'information au ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche.

## 1983

Opérateur et maître système dans la Marine nationale.

mais ingénieur d'Etat qui passe ensuite un an en détachement à s'ennuyer ferme comme directeur des systèmes d'information (DSI) de la petite commune des Ulis.

## INTER

Il reprend des couleurs à Versailles au même poste mais dans une ville avec plus d'envergure et de projets. «En six ans je suis monté jusqu'à 39 agents, nous avons œuvré à la dématérialisation dans les écoles, mis en place un système de visio-surveillance et la collectivité m'a permis d'intégrer la territoriale en obtenant le grade d'ingénieur principal». Grâce à ces expériences communales, Philippe Houplain acquiert la casquette de manager.

Il passe ensuite un an comme DSI au sein de l'établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris, où il se sent inutile, et bifurque encore. «J'avais envie de retravailler à un niveau national et la Fédération des centres de gestion portait un vrai projet.» C'est peu de le dire. En trois ans, le secrétaire général a substitué le GIP à toutes les coopérations informatiques présentes dans les territoires. Une transition pas toujours bien vécue. Mais «il a su être convaincant notamment à l'endroit des élus et trouver, y compris dans des conditions compliquées (administratives et financières) des solutions pour rassurer sur le fonctionnement du GIP», confie Jean-Paul Huby, directeur général des services du CDG d'Ille-et-Vilaine.

Côté management, l'organisation n'est pas si simple. Son équipe se compose de sept ingénieurs et chefs de projet répartis dans quatre CDG dont il est devenu, de fait, le manager fonctionnel. Un changement de hiérarchie qui a parfois inquiété les agents. Mais la posture ne tracasse pas Philippe Houplain. «J'ai un mode de fonctionnement plutôt horizontal. Je ne cache pas les problèmes, je préfère mettre les agents dans la compréhension

des choses». Jusqu'ici, cela lui a plutôt réussi. **Julie Krassovsky**